

Rapport aux actionnaires

Banque Commerciale du Canada

Climat d'exploitation

Selon les prévisions, le Canada et les États-Unis termineront l'année 1984 avec un produit national brut ayant connu une hausse réelle respective de 4.5% et 7.0%. Bien que cet indice traditionnel de santé de l'économie soit favorable, il ne révèle malheureusement pas la misère dans laquelle sont actuellement plongés certaines régions et certains secteurs. Ce signe de reprise tant attendu, qui provient tout d'abord de la performance de l'industrie de l'automobile, est amenuisé lorsqu'il s'agit des économies fondées sur les ressources de l'Ouest du Canada qui demeurent dans le marasme en raison du maintien de la faible demande pour la plupart des produits et des bas prix y afférents. De plus, les taux d'intérêt élevés et la déflation ont joué au détriment des industries de l'énergie, des produits forestiers, des mines, de l'agriculture et de l'immobilier de cette région.

Quoique le niveau de l'économie de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ait été bien plus élevé que la moyenne nationale jusqu'en 1981, la période qui suit a été marquée par un renversement soudain. Les ventes au détail pour la période de neuf mois s'échelonnant jusqu'au 30 septembre ont augmenté uniquement de 2.1% en Alberta et de 5.1% en Colombie-Britannique comparativement à la moyenne nationale de 8.8%. Les mises en chantier annuelles en milieu urbain pour la même période ont baissé de 62.4% en Alberta et de 20.8% en Colombie-Britannique et ont fait suite à de sérieuses baisses respectives de 43.3% et 1.7% en 1983. Le taux de croissance moyen des mises en chantier au Canada était de 27.0% en 1983 et a connu une baisse de 19.1% au cours des neuf premiers mois de 1984. Le taux de chômage au Canada, qui demeure au niveau alarmant de 11.3%, est nettement meilleur que les taux de 11.8% en Alberta et de 15.1% en Colombie-Britannique.

L'incidence de la conjoncture économique sur la Banque a été accrue en 1984 en raison des marchés financiers instables. Le marché interbanque, qui au départ était la source principale de dépôts en dollars américains de la Banque, a été ébranlé par le quasi-effondrement d'une des plus grandes banques américaines et les résultats d'exploitation inconstants d'autres banques américaines importantes. À la suite des pertes sur prêts considérables subies au pays, les organismes de réglementation du gouvernement américain ont mis plus de 800 des 15,000 banques sur leur liste de banques à problèmes, alors que le nombre des faillites totales atteignait les niveaux records d'après la dépression. Au cours de la même période, on a démontré une inquiétude grandissante en ce qui a trait à

la justesse des prêts internationaux en masse, plus particulièrement aux pays en voie de développement et aux pays criblés de dettes d'Amérique latine.

Ces conditions poussent un grand nombre de déposants à se tourner vers des émissions gouvernementales et vers les services offerts par les établissements financiers les plus grands au détriment des établissements de moins grande envergure telle que la Banque Commerciale du Canada.

Tout au long de cette période, le déficit croissant des gouvernements, tant au Canada qu'aux États-Unis, de concert avec une politique monétaire défensive et des marchés financiers instables, ont entraîné des taux d'intérêt élevés. Au cours de la période de juin à août, la demande accrue pour des prêts commerciaux et à la consommation a porté à un sommet de 14% le taux préférentiel canadien. Bien que les taux préférentiels aient par la suite diminué respectivement de 200 et 150 points de base au Canada et aux États-Unis, ils étaient quand même en moyenne plus élevés de 43 et 109 points de base au cours de l'exercice 1984 comparativement à 1983.

La présence de hauts taux d'intérêt de pair avec les niveaux d'inflation les plus bas depuis plus d'une décennie ont produit un niveau élevé de taux d'intérêt réels sans précédent. L'écart qui existe actuellement entre le taux préférentiel et le taux d'inflation au Canada est supérieur à 700 points de base alors qu'historiquement il a été de l'ordre de 300 à 400 points de base. Les taux d'intérêt réels élevés ont empêché bon nombre d'emprunteurs, qui se remettent encore des effets de la récession de 1981-1982, d'améliorer de façon importante leur situation financière en s'appuyant sur la force de la reprise.

Quoique la B.C.C. ne soit pas une banque régionale, son rendement continuera d'être touché défavorablement par la récession économique continue dans l'Ouest du Canada. Le secteur de l'énergie subit beaucoup de pression depuis 1981, alors que la conservation de l'énergie et le convertissement du mazout à une autre source d'énergie jumelés à une récession globale et au Programme énergétique national du Canada ont presque instantanément changé la perception du monde relativement aux réserves de pétrole de l'état de pénurie à celui de surabondance, et ont stoppé soudainement la croissance inouïe des dix dernières années. Les pronostics portant sur l'industrie canadienne du pétrole ont commencé à s'améliorer au cours de la dernière partie de 1984 lorsque la mise en place d'une tarification